



ARRÊTÉ MUNICIPAL

N° TEAQ 2024-004
DU 05 JANVIER 2024

ARRÊTÉ PROVISOIRE DE MODIFICATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT AVENUE DE MAYENNE (TRAVAUX DE FIBRE OPTIQUE)

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu les articles L 2213-1 et suivants du code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.411-1 et suivants,

Vu l'article R. 610-5 du Code pénal,

Vu l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié relatif à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – huitième partie – signalisation temporaire),

Vu notre arrêté n° 57 / 2023 en date du 06 novembre 2023 portant délégation de fonctions à Monsieur Benoît Moulinais, Directeur de la Voirie et de L'Éclairage Public au sein de la Direction Générale Adjointe des Transitions Écologiques au Quotidien,

Vu la demande en date du 18 décembre 2023,

Vu le plan de déviation fourni par l'entreprise le 14 novembre 2023,

Vu le plan de balisage fourni par l'entreprise le 14 novembre 2023,

Considérant que l'exécution de travaux de pose et de tirage de fibre optique avenue de Mayenne nécessite la réglementation de la circulation et du stationnement dans la dite voie,

ARRÊTONS

Article 1er

Du LUNDI 15 JANVIER 2024 au VENDREDI 26 JANVIER 2024, de 09h00 à 16h30, la circulation des véhicules est interdite avenue de Mayenne, entre le giratoire du boulevard Henri Becquerel et la rue des Grands Carrés, dans le sens Mayenne vers Centre-Ville.

Article 2

Une déviation est mise en place par les boulevards Henri Becquerel, Denis Papin et Clément Ader.

Article 3

La circulation des véhicules est interdite avenue de Mayenne, sur la voie de droite et est déviée sur la voie de gauche, entre le n°200 et le giratoire du boulevard Henri Becquerel.

Article 4

Le stationnement est interdit avenue de Mayenne, sur deux emplacements, au droit du n°225.

Article 5

Le cheminement des piétons et des cyclistes est dévié et sécurisé par l'entreprise chargée des travaux.

Article 6

Les panneaux réglementaires de signalisation, de déviation, le balisage du cheminement piétonnier et cyclable sont mis en place par l'entreprise chargée des travaux et sous sa responsabilité.

Article 7

Les véhicules restés en stationnement gênant sont enlevés par l'entreprise habilitée sur réquisition par les services de Police, en application de l'article R417-10 du Code de la Route.

Article 8

Les panneaux réglementaires d'interdiction de stationner sont mis en place par le demandeur 24 heures avant le début des travaux afin de signaler ces dispositions aux usagers.

Article 9

L'entrepreneur est chargé d'aviser par écrit dans les 24 heures qui suivent la fin du chantier le Commissariat de Police et le Centre de Secours.

Article 10

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à la date de la mise en place de la signalisation qui les portera à la connaissance des usagers.

Article 11

Les intéressés disposent d'un délai de deux mois à compter de la notification pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif, 6 allée de l'Île Gloriette à NANTES 44041 Cedex, contre le présent arrêté. Le Tribunal Administratif de Nantes peut également être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 12

Monsieur le directeur général des services de la ville, Monsieur le Directeur départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le maire,
Pour le maire et par délégation,
Le Directeur de la Voirie et de
L'Éclairage Public,



Benoît MOULINAIS

Affiché le : 09 JAN. 2024

Exécutoire le : 09 JAN. 2024